

Ignatius Banda

"Nous ne voyons encore aucune sincérité dans la protection de nos droits", a confié à IPS cette militante des droits à l'égalité des sexes, basée à Bulawayo, dans le sud du Zimbabwe. "Nous voyons cela avec des initiatives du gouvernement comme les derniers efforts visant à recueillir des signatures pour la pétition contre les sanctions".

Au début de mars, une campagne contre les sanctions a été lancée par le président Robert Mugabe, pour recueillir deux millions de signatures pour faire pression sur l'Union européenne et les Etats-Unis afin qu'ils suppriment ce que Mugabe qualifie de "sanctions illégales contre le peuple du Zimbabwe".

Les femmes ont soutenu cette campagne, mais au milieu d'une répression contre les militantes favorables à la démocratie et des droits des femmes, la plupart perdant leurs illusions sur les politiciens et les décideurs qui prétendent avoir à cœur les meilleurs intérêts des femmes.

Des activistes affirment que les politiciens et "l'exactitude politique" ont détourné la pression des femmes pour l'égalité des chances. Ceci, disent-elles, a poussé à la périphérie, ou proscrit même l'activisme pour l'égalité des sexes, sauf les casse-cous qui s'attaquent de front au gouvernement.

"Il suffit de regarder le nombre de femmes qui ont fini derrière les barreaux dans ces dernières années pour avoir osé descendre dans la rue et dénoncer la violation de leurs droits", a déclaré Thelma Dube à IPS. Dube s'est exprimée après l'interdiction, par la police, des marches dans tout le pays, prévues pour la commémoration, cette année, de la Journée internationale de la femme.

Des femmes comme Dube – une militante pour l'égalité des sexes avec un diplôme de maîtrise – ont maintenant peur de s'identifier comme "activistes féministes" à cause de la "réaction violente", dit-elle, que cela a provoquée de la part des hommes.

"Je ne vois pas beaucoup de femmes, instruites ou non, sortir en nombre, porter des banderoles et demander à être entendues, même avec ce débat au niveau du gouvernement sur le respect des droits des femmes", a souligné Dube.

En février, des militantes du mouvement 'Women of Zimbabwe Arise' (Femmes du Zimbabwe, debout! - WOZA) ont été arrêtées à Bulawayo avant même qu'elles ne soient descendues dans la rue, alors que d'autres étaient arrêtées avec la militante influente favorable à la démocratie, Munyaradzi Gwisai, pour trahison au début de ce mois, prétendument pour le fait d'appartenir à un groupe qui manigançait des manifestations de rue "à l'égyptienne".

Selon une déclaration du WOZA le 1er mars, les femmes arrêtées à Bulawayo ont été gardées dans des conditions épouvantables, avec le groupe de défense des droits affirmant que leurs membres arrêtés ont été soumis à la torture par la police.

"Tout le monde sait ici que vous ne pouvez parler en public que des questions qui sont en adéquation avec l'idéologie de certains partis politiques. Dès que vous levez votre tête, on vous étiquette rapidement comme activiste ou défenseur d'un programme anticonformiste. C'est mauvais", a déclaré à IPS une experte des questions de genre dans l'une des universités publiques du pays.

"Finalement, les femmes décident simplement de subvenir silencieusement aux besoins de leurs familles".

Cette spécialiste des questions de genre a parlé à IPS sous couvert d'anonymat par crainte de représailles – l'un des nombreux exemples d'absence de liberté universitaire – entre autres libertés – dont les femmes continuent d'être privées ici, dit-elle.

Bien que le ministère des Affaires féminines, du Genre et du Développement communautaire ait été au premier plan de la pression pour l'autonomisation économique des femmes et des garanties constitutionnelles pour l'égalité des sexes, des groupes de défense des droits comme le WOZA estiment que cela n'est pas suffisant.

"Il est difficile pour certaines personnes de digérer de tels messages puisque nous sommes toujours arrêtées à cause des marches et des campagnes pour le droit de nourrir nos enfants et de les envoyer à l'école", a indiqué une militante du WOZA, qui a aussi requis l'anonymat. Elle a été déjà arrêtée à plusieurs occasions à Bulawayo.

"Les marches qui sont favorables au gouvernement sont autorisées, mais pas les nôtres, qui sont fondamentalement apolitiques; alors il est difficile de prendre au sérieux le ministère chargé des affaires de genre", a-t-elle souligné.

Cette activiste est l'une des nombreuses femmes ordinaires ici qui disent qu'elles ont perdu l'intérêt pour la politique, une situation qui pourrait faire avorter les efforts visant à augmenter le nombre de femmes dans la prise de décisions politiques.

"Les femmes à Bulawayo se méfient généralement des politiciens, notamment de l'ancien parti au pouvoir, puisqu'ils gardent le silence sur les mauvais traitements que la police inflige aux femmes qui n'appartiennent pas à leur parti", se plaint-elle.

Le Zimbabwe compte actuellement seulement 15 pour cent de femmes au parlement, contre une moyenne régionale de la Communauté de développement d'Afrique australe d'un peu moins de 24 pour cent, selon des chiffres publiés en octobre 2010 par l'Union interparlementaire.

Si davantage de femmes, comme Dube, choisissent de se retirer de la politique en tant qu'électrices et candidates potentielles, il y a de fortes chances que le chiffre chute davantage dans les prochaines élections, à moins que des dispositions constitutionnelles soient mises en place pour atteindre la parité dans la prise de décisions politiques.